

16 avril 2002

**Point de presse de M. Bernard Landry, premier ministre du Québec
Résultat des élections partielles du 15 avril**

(Neuf heures dix minutes)]

[M. Landry:] Alors, je vais d'abord faire le geste démocratique qui s'impose en premier, c'est de féliciter les candidats et les candidates, ceux et celles qui se sont présentés dans ces élections complémentaires. Je les félicite évidemment sans exception mais je félicite chaleureusement les élus qui ont eu la confiance de la population. J'ai remarqué avec beaucoup d'intérêt que les candidats et les candidates sont des jeunes, ça veut dire qu'il y a une relève de la classe politique au Québec et c'est un excellent signe pour notre santé démocratique. Je félicite évidemment le chef de l'Action démocratique pour le doublement de ses effectifs, premièrement; si ça m'arrivait à moi, il n'y aurait plus de place dans l'Assemblée nationale. Et je le félicite aussi pour la campagne qu'il a faite, il a fait une campagne de terrain. C'est vrai qu'il n'est pas retenu par la nécessité de gouverner, mais il est allé sur le terrain beaucoup plus qu'un gouvernant ne peut le faire, il a fait son travail. Dans des élections complémentaires, dont notre parti n'a pas la spécialité comme chacun sait, il y a des enjeux locaux qui nous limitent un peu dans notre interprétation générale. Il est sûr que dans Saguenay on a fait face à ce que j'appelle l'angoisse des régions-ressources, pas parce que le gouvernement s'en désintéresse, mais parce que les politiques mises en place, qui sont vigoureuses — les exemptions fiscales, etc., les CNE — n'ont pas donné tous leurs fruits encore, de même que la politique nationale de la ruralité. Alors, les régions font des analyses assez angoissées: exode des populations, etc. Ça explique en partie. Et, dans le cas de Saguenay, il y a eu une décision découlant d'une stratégie économique globale du Québec dans le domaine de l'aluminium. Et ce que j'espère, c'est que, dans les mois qui vont venir, le comté de Saguenay retrouvera son intérêt parce qu'on discute en profondeur avec Alcoa puis on n'a pas l'intention d'arrêter, au contraire, on a l'intention d'accélérer les discussions. Et puis, on prend acte de ce que la population peut avoir à dire à un gouvernement en cours de mandat. Ce n'est pas le temps de changer de gouvernement mais c'est le temps de lui envoyer des signaux. On les reçoit ces signaux et on va essayer d'en faire le meilleur usage possible. Ce qui est intéressant aussi, c'est que Saguenay va encore être représenté par un député souverainiste. Ça, ça nous conforte dans notre voie de continuer à mettre de l'avant la solution de la question nationale du Québec. Plusieurs nous conseillaient, sans espoir, j'imagine, qu'on suivrait leur conseil, de parler moins de souveraineté, de façon à assurer de meilleures chances de réélection. Vous savez que ça va complètement à l'encontre de nos convictions et que ce n'est pas vrai non plus, puisque Saguenay vient de démontrer que le pourcentage de voix souverainistes est resté rigoureusement le même. Donc, la question nationale du Québec n'est pas réglée, elle doit rester d'actualité. Vous savez que j'en parle à chacune de mes apparitions publiques, ainsi que mes collègues et nos militants et nos militantes sur le terrain, et on a l'intention de continuer à le faire.

Ça dégonfle aussi largement le mythe que le Parti libéral serait devenu le parti des régions. Je pense que c'est une des consolations qu'on peut avoir, la chose est claire. Alors, qu'allons-nous faire à partir de maintenant? Bien, nous allons continuer à assurer au Québec une bonne gouvernance, comme on le fait depuis des mois et des mois. Le bilan des 12 mois depuis que je dirige ce gouvernement est économiquement plutôt bon: il y a eu 60000 emplois créés dans les trois premiers mois de l'année, je n'ai pas vu ça souvent dans ma vie; les finances publiques sont restées saines malgré le ralentissement qui a suivi le 11 septembre; nous avons posé des gestes historiques et

porteurs d'immenses potentiels économiques en signant la «paix des braves» avec les Cris, et un autre entente historique avec les Inuits. Alors, nous allons continuer à nous attacher à la gouvernance.

Quand j'ai accepté la succession de Lucien Bouchard, je savais très bien que ce mandat que j'allais demander, ce nouveau mandat, succéderait à deux autres. Je connais assez le métier politique pour savoir quelle est la difficulté de cette chose, je l'ai assumée avant d'accepter et j'ai l'intention de continuer à gouverner et à persuader la population que ce qui est le meilleur choix pour le Québec, à la prochaine élection générale, c'est de me confier un nouveau mandat que je n'ai jamais eu, en fait, puisque j'ai continué le mandat de Lucien Bouchard. Voilà ce que j'avais à vous dire. Vous avez sans doute quelques questions.

[Journaliste: M. Landry, en dépit du message..., si je comprends bien, vous ne... dans la conduite des affaires et votre orientation politique?]

[M. Landry:] On va accentuer notre effort vis-à-vis les régions. On a déjà une série de mesures en place, des mesures fiscales, des mesures plus actives comme les CNE, les carrefours de la nouvelle économie, les mesures plus actives, comme la politique nationale de la ruralité. Alors, on va accélérer la mise en place et on va la peaufiner. Il y a une angoisse dans les régions, dans les régions-ressources, due au fait que le prix des matières premières est à son plus bas de l'histoire économique contemporaine, due au fait, qu'avec les Américains, on a des difficultés que vous savez, dues à des attitudes protectionnistes. Alors, plus, cette diminution relative du poids démographique des régions, tout ça, ça fait de l'angoisse, et l'ensemble du Québec doit, comme le gouvernement, être de plus en plus solidaire des régions-ressources. C'est ce que nous allons faire.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Landry:] Par région-ressource, j'entends Côte-Nord, Gaspésie, Saguenay—Lac-Saint-Jean et Abitibi. Vous savez que les autres régions vont bien.

[Journaliste: ...une troisième dans Saguenay... certains diraient une gifle envers vous, envers le gouvernement. Avez-vous l'intention...]

[M. Landry:] Je ne le prends pas comme ça. Bien, je pense que j'ai répondu à cette question. Je savais que les choses étaient difficiles quand j'ai décidé, en toute connaissance de cause, de remplacer Lucien Bouchard. Et ces risques, je les ai assumés d'avance, ces difficultés, je les ai intégrées d'avance, et j'ai l'intention de continuer à faire mon métier le plus courageusement et le plus honnêtement possible. Et mon métier, mais ça consiste à gouverner le Québec avec une très bonne équipe, et ça consiste à faire avancer la question nationale du Québec parce que je suis chef du gouvernement mais chef du Parti québécois aussi.

[Journaliste: Est-ce que les résultats d'hier vous amènent à des élections uniquement en 2003, par exemple?]

[M. Landry:] Bah, ça ne change pas grand-chose. La population ne réclamait pas d'élection. S'il y a une constante dans les sondages, c'est bien celle-là, et on fera des élections quand ce sera dans l'intérêt de la population, et qu'il y aura vraiment un désir apparent d'en avoir.

[Journaliste: Est-ce que ça va amener une réflexion sur la question de la nomination des candidats, le choix...]

[M. Landry:] Cette réflexion, elle a déjà été faite. C'est la base qui décide, et ça va rester comme ça. Je sais que, dans d'autres partis, c'est le chef qui désigne. Nous, c'est la base, mais la base elle-même doit réfléchir profondément à chaque fois qu'une candidature est présentée. Mais j'ai vu, moi, des candidats, des candidates, excellents de notre côté, dans cette élection-là. Notre candidate dans Saguenay connaissait ses dossiers parfaitement, est une femme qui a fait du bénévolat pendant 20 ans dans la région. Alors, je n'attribue pas du tout, ni à notre candidate dans Saguenay, ni à celle d'Anjou, ni à M. Villeneuve, le résultat des élections. C'est un phénomène beaucoup plus général qui va au-delà des personnes.

[Journaliste: Prévoyez-vous...]

[M. Landry:] C'est pour ça que je les ai félicités chaleureusement.

[Journaliste: Croyez-vous êtes en mesure de renverser un tant soit peu la vapeur d'ici les prochaines partielles?]

[M. Landry:] Ah bien, c'est ce que je vais essayer de faire de toutes mes forces. C'est ce que nous allons essayer de faire de toutes nos forces, avec notre équipe, avec notre nouvel organisateur, Rosaire Bertrand, avec notre nouveau directeur général du Parti. Et tout ça, c'est des choses qui sont stimulantes aussi. C'est des signaux extrêmement forts à redoubler d'ardeur et puis à faire notre métier de mieux en mieux.

[Journaliste: Est-ce que David Levine va faire partie des prochaines partielles quelle que soit la date?]

[M. Landry:] Je ne peux pas vous dire ni la date des partielles ni la séquence parce que la réflexion n'est pas terminée. On va y aller une chose à la fois.

[Journaliste: Je comprends bien. Indépendamment de la date, est-ce que c'est concevable que M. Levine ne fasse pas partie de la prochaine tournée de partielles...]

[M. Landry:] Mais on ne sait pas quand sera la prochaine tournée de partielles. Je ne suis pas assez avancé dans les décisions pour répondre à cette question.

[Journaliste: ...vous attribuez la... dans Saguenay à avoir eu des problèmes locaux, je ne sais pas... Une étude des régions-ressources, est-ce que la volonté de changement des gens que constatent les... est aussi un ingrédient important, selon vous?]

[M. Landry:] Oui. Mais, ça, ça fait partie de la fatalité de rechercher un nouveau mandat pour un gouvernement qui en a déjà eu deux, mais ce sont les circonstances. On ne les a pas inventées. C'est là. On a été élus en 1994 et puis il faut persuader la population que, dans les circonstances, nous sommes encore le meilleur choix. Si on s'attache à la gouvernance, on a une bonne chance de faire cette preuve. Soixante mille emplois dans trois mois, encore une fois, je n'ai pas vu ça souvent dans ma vie, des finances publiques équilibrées comme on avait dit qu'on le ferait, des réinvestissements

spectaculaires en éducation, en santé. Plus que ça, les chiffres sortent le premier vendredi du mois, vous le savez. Le premier vendredi du mois d'avril, qu'est-ce qu'on a appris? Il n'y a jamais eu dans l'histoire du Québec une proportion aussi élevée d'hommes et de femmes qui sont rentrés au travail le lundi. Le taux d'activité est à un niveau historique. Alors, il s'agit simplement d'en persuader la population puis de mieux nous expliquer et aussi de faire mieux.

S'il y a des domaines où... en économie c'est une chose, mais, là, l'équipe de la Santé, les trois hommes de la Santé sont à l'oeuvre d'une façon déchaînée pour améliorer, malgré le problème du déséquilibre fiscal, ce que nous faisons en santé. Les trois femmes en économie cherchent à améliorer encore davantage l'économie. Ceux du social préparent la lutte à la pauvreté et s'y consacrent déjà.

Alors, en faisant mieux, puis en expliquant mieux, ces deux choses on devrait arriver quelque part.

[Journaliste: Est-ce qu'il y a aussi des inconvénients à attendre trop comme on disait... C'est vous qui avez à décider si vous y allez ou pas. Mais est-ce qu'il y a un inconvénient?

D'abord, plus on attend les gens vont...]

[M. Landry:] Je ne vois pas ça comme ça. Je vois ça comme un travail à faire, comme un devoir à remplir et puis comme service à la population puis la population, dans toutes les façons de la consulter, ne demande pas d'élection.

[(Fin à 9 h 26)]